

COMMUNAUTE ECONOMIQUE ET MONETAIRE  
DE L'AFRIQUE CENTRALE  
(CEMAC)

---

SOMMET EXTRAORDINAIRE  
DES CHEFS D'ETAT DE LA CEMAC

LIBREVILLE LE 1er JUIN 2004

---

COMMUNIQUE FINAL

\*\*\*\*\*

A l'invitation de Son Excellence El Hadj **Omar Bongo Ondimba**, Président de la République gabonaise, Président en exercice de la CEMAC.

Leurs Excellences Messieurs:

- **Idriss Déby**, président de la République du Tchad;
- **Denis Sassou-N'guesso**, président de la République du Congo;
- **François Bozizé**, président de la République Centrafricaine;
- **Alejandro Evuma Owono Asagono**, ministre d'Etat, chargé de mission à la Présidence de la République de Guinée Equatoriale, représentant Son Excellence le Président **Obiang Nguema Mbasogo**, Président de la République de Guinée Equatoriale;
- **François Xavier Ngoubeyou**, ministre d'Etat, chargé des Relations extérieures, représentant Son Excellence le Président **Paul Biya**, Président de la République du Cameroun;

Se sont réunis à Libreville, en République gabonaise, le mardi 1er juin 2004, en vue d'examiner la situation qui prévaut dans la sous-région.

Les chefs d'Etat et de délégation ont examiné les situations créées par les récentes tentatives de renversement des régimes politiques en Guinée Equatoriale et au Tchad. Ils ont condamné ces actes de déstabilisation et ont réaffirmé, avec détermination, leur engagement à poursuivre toutes les actions nécessaires pour garantir la sécurité, la paix et la stabilité en Afrique centrale.

Concernant la Guinée Equatoriale, la délégation de ce pays a informé les chefs d'Etat et de délégation de la mise en oeuvre de mesures concrètes susceptibles de garantir la sécurité, la paix et la stabilité dans le pays.

A cette occasion, les chefs d'Etat et de délégation ont exhorté la communauté internationale à mener des actions contre le mercenariat qui est une forme de terrorisme.

Dans ce contexte, les chefs d'Etat et de délégation se sont réjouis de la normalisation de la situation politique en Guinée Equatoriale et ont exhorté le Président **Obiang Nguéma Mbasogo** à poursuivre ses efforts de stabilisation et de dialogue.

Au sujet de la République du Tchad, le Président **Idriss Déby** a informé ses pairs des récents événements survenus au Tchad. Les chefs d'Etat et de délégation ont condamné de façon ferme la tentative d'élimination du chef de l'Etat tchadien et de déstabilisation des institutions démocratiques du Tchad. Ils ont exprimé leur soutien au Président **Idriss Déby**.

En outre, le chef de l'Etat tchadien a informé ses homologues de l'évolution de la situation qui prévaut au Soudan, notamment dans la province du Darfour.

A cette occasion, les chefs d'Etat et de délégation ont exprimé leur préoccupation au regard des répercussions de cette situation en Afrique centrale, précisément en République du Tchad et en République Centrafricaine.

Ils se sont alors félicités des résultats obtenus jusqu'ici par la médiation tchadienne dans le règlement du conflit inter-soudanais au Darfour. Ils ont réaffirmé leur soutien et leur encouragement au Président **Idriss Déby** pour qu'il poursuive sa médiation jusqu'au règlement global et définitif du problème du Darfour.

A cet effet, ils ont exprimé l'engagement de l'Afrique centrale à participer à tous les niveaux au règlement de ce conflit.

Ils ont lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle accroisse son assistance tant en faveur des réfugiés du Darfour que des populations tchadiennes également victimes de ce drame.

A cet égard, les chefs d'Etat et de délégation, membres de la CEMAC ont décidé que le Cameroun, le Congo, le Gabon, la Guinée Equatoriale, apportent au Tchad une aide ponctuelle de deux (2) milliards de FCFA. Cette aide est destinée à l'assistance aux populations tchadiennes frontalières du Soudan, pour leur permettre de faire face aux effets de l'afflux massif des réfugiés du Darfour.

Les chefs d'Etat et de délégation invitent par ailleurs les parties en conflit à respecter leurs engagements en vue de créer les conditions d'un retour définitif à la paix au Darfour sous l'égide de l'Union africaine soutenue par la communauté internationale.

S'agissant de la République Centrafricaine, les chefs d'Etat et de délégation ont noté avec satisfaction l'évolution du processus démocratique en cours et ont salué le retour progressif de la paix sur l'ensemble du territoire national.

Ils ont encouragé le Président centrafricain à poursuivre la mise en oeuvre des recommandations consensuelles issues du dialogue national d'octobre 2003 dont l'application permettra d'organiser des élections libres, transparentes et démocratiques dans les délais conformément au calendrier arrêté d'un commun accord avec la communauté internationale au cours du mois de mars dernier.

Les chefs d'Etat et de délégation ont noté avec satisfaction les actions communes déployées par les Etats membres de la Force multinationale de la CEMAC en République centrafricaine. Ils réaffirment leur engagement à fournir les moyens nécessaires pour rendre cette force toujours plus opérationnelle, jusqu'à la fin du processus de transition. De même, les chefs d'Etat ont renouvelé leur ferme volonté d'apporter une fois de plus un concours significatif à la République Centrafricaine afin de lui permettre de terminer dans la quiétude la transition dans les délais annoncés.

Dans ce contexte, les chefs d'Etat et de délégation ont solennellement réitéré leur appel à la communauté internationale et aux bailleurs de fonds, notamment l'Union européenne, les pays membres du G8, la Banque africaine de développement, le Fonds monétaire international et la

Banque mondiale, pour un soutien financier au renforcement du processus de paix dans ce pays.

Les chefs d'Etat et de délégation se sont réjouis du calme qui règne dans les autres pays membres de la CEMAC et qui concourent de manière dynamique au renforcement de la stabilité et de la paix dans la sous-région.

Les chefs d'Etat et de délégation ont été informés des derniers développements de la situation en République démocratique du Congo. Ils ont félicité le Président **Joseph Kabila** du bon déroulement du processus de transition en cours. A cet égard, ils ont condamné les événements de Bukavu dont les conséquences peuvent entraver ce processus. Ils ont invité le gouvernement de la République démocratique du Congo à prendre toutes les mesures nécessaires pour le rétablissement de l'ordre.

Les chefs d'Etat et de délégation ont salué le lancement solennel, le 25 mai 2004 à Addis Abeba du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine. Ils ont particulièrement apprécié les conclusions de la première réunion des chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de ce conseil relative à la situation en Côte d'Ivoire, en Somalie et dans la région soudanaise du Darfour.

Au plan régional, concernant la Côte d'Ivoire, les chefs d'Etat et de délégation ont lancé un appel à toutes les parties impliquées dans la crise ivoirienne pour renouer le dialogue et oeuvrer ensemble au retour de la paix en Côte d'Ivoire dans l'esprit des Accords de Marcoussis.

Sur le plan international, profondément préoccupé par la situation qui prévaut en Irak, les chefs d'Etat et de délégation ont vivement souhaité que le transfert de pouvoir aux Irakiens soit effectif à la date prévue afin que le peuple irakien retrouve la plénitude de sa souveraineté.

Evoquant la crise israélo-palestinienne, les chefs d'Etat et de délégation ont exprimé leur préoccupation face au regain de violence enregistré ces derniers temps dans cette région. Ils en appellent à la sagesse des autorités des deux parties, pour le respect des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU.

Tout en renouvelant leur soutien à la promotion de la solidarité entre leurs Etats, les participants ont adressé leurs vives félicitations à Son Excellence **El hadj Omar Bongo Ondimba**, pour l'organisation de ce sommet, qui s'inscrit dans le droit fil de leur engagement en faveur de l'intégration et de la coopération sous-régionale, au dialogue constant entre Etats et de la Paix, singulièrement en Afrique centrale.

Au terme de leurs travaux, les chefs d'Etat et de délégation ont remercié le Président de la République, le gouvernement et le peuple gabonais, pour l'accueil fraternel et chaleureux qui leur a été réservé.

Fait à Libreville, le 1er juin 2004.